

**Convention collective départementale**

IDCC : 2221. – **MENSUELS DES INDUSTRIES DES MÉTAUX  
(ISÈRE ET HAUTES-ALPES)**

**(13 septembre 2001)**

*(Bulletin officiel n° 2002-2 bis)*

(Etendue par arrêté des 8 avril 2003 et 11 mai 2004)

**AVENANT DU 26 JANVIER 2007  
RELATIF AUX TEGA 2007 ET AUX RMH  
À COMPTER DU 1<sup>ER</sup> JANVIER 2007**

NOR : ASET0750417M

IDCC : 2221

Entre :

L'union des industries métallurgiques, électriques et connexes (UDIMEC)  
de l'Isère et des Hautes-Alpes,

D'une part, et

La CFDT, Symétal 38 ;

Le syndicat métallurgie Isère et Hautes-Alpes CFE-CGC ;

Le syndicat métallurgie Isère et Hautes-Alpes CFTC ;

L'USTM CGT ;

Le syndicat métallurgie Isère et Hautes-Alpes FO ;

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

**PRÉAMBULE**

Par avenant du 9 janvier 2006, les partenaires sociaux avaient mis un terme définitif, par incorporation aux TEGA 2006, du solde du « cheminement » de rattrapage conventionnel des 11,43 % correspondant au passage de 39 à 35 heures en 2000.

Par le présent accord, les parties signataires ont voulu confirmer leur attachement à une politique conventionnelle active en matière de rémunérations minimales.

Elles ont souhaité prendre en compte les effets prévisibles à ce jour de la future augmentation du SMIC au 1<sup>er</sup> juillet 2007 et procéder à une « courbe de raccordement » sur les premiers coefficients.

Les parties sont ensuite convenues d'appliquer une revalorisation uniforme des TEGA, en s'efforçant de maintenir le caractère progressif et « hiérarchique » des différents niveaux de rémunération.

Les nouvelles valeurs correspondantes figurent à l'article 3 du présent avenant.

### **Article 1<sup>er</sup>**

Les taux effectifs garantis annuels prévus à l'article 11 de la convention collective du 1<sup>er</sup> octobre 2001 sont fixés selon les barèmes en euros annexés au présent accord pour l'année 2007.

### **Article 2**

La valeur du point utilisée pour la détermination des seules bases de calcul de la prime d'ancienneté (rémunérations minimales hiérarchiques – RMH) et s'appliquant aux primes d'ancienneté est fixée à 4,32 €, pour un horaire de 35 heures hebdomadaires. Elle s'appliquera aux primes d'ancienneté à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2007, selon les modalités de calcul énoncées à l'article 16 de la convention collective, notamment en matière d'heures supplémentaires éventuelles.

### **Article 3**

Pour l'année 2007, le barème ci-dessous détermine, à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2007, les taux effectifs garantis annuels des coefficients 140 à 215 inclus des ouvriers et 140 à 225 inclus des administratifs-techniciens, prévus par l'accord national du 21 juillet 1975, et incluant la majoration figurant à l'article 4 de l'accord national du 30 janvier 1980.

*(En euros.)*

COEFFICIENT	VALEURS ANNUELLES BRUTES des taux effectifs garantis
140	15 264
145	15 264
155	15 270
170	15 276
180	15 281
190	15 306
215 ouvriers	16 086
215 ATAM	15 321
225	15 351

Ces valeurs sont incluses dans les barèmes de taux effectifs garantis joints en annexe et fixées sur la base de 35 heures hebdomadaires.

**Article 4**  
*Salaires réels*

L'application des taux effectifs garantis annuels n'entraîne pas l'obligation d'augmenter les salaires réels lorsque ceux-ci leur sont égaux ou supérieurs.

Les entreprises devront vérifier qu'aucun de leur collaborateur mensuel n'aura reçu, au titre de l'année 2007, un salaire brut inférieur aux valeurs annuelles convenues en fonction du coefficient. S'il s'avérait qu'un ou plusieurs mensuels a ou ont reçu un salaire brut inférieur, l'entreprise devrait opérer un rappel.

Dans tous les cas, l'entreprise est tenue à l'application des dispositions légales en matière de SMIC.

**Article 5**  
*Indemnité de panier*

L'indemnité de panier prévue à l'article 22 de la convention collective des mensuels des industries des métaux de l'Isère et des Hautes-Alpes est fixée à 5,64 € à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2007.

**Article 6**  
*Formalités de dépôt*

Sous réserve des dispositions de l'article L. 132-2-2 du code de travail, et conformément à son article L. 132-10, le présent avenant fera l'objet d'un dépôt auprès des services centraux du ministère chargé du travail et d'une remise aux secrétariats-greffes des conseils de prud'hommes de Grenoble, de Briançon et de Gap.

Fait à Meylan, le 26 janvier 2007.

(Suivent les signatures.)

## A N N E X E

---

### Barème des taux garantis pour 2007 (Base 35 heures)

*(En euros.)*

NIVEAU	ÉCHELON	COEFF.	OUVRIER	ADMINISTRATIF technicien	AGENT DE maîtrise	AGENT de maîtrise d'atelier
I	1	140	15 264	15 264		
	2	145	15 264	15 264		
	3	155	15 270	15 270		
II	1	170	15 276	15 276		
	2	180		15 281		
	3	190	15 306	15 306		
III	1	215	16 086	15 321	15 321	16 393
	2	225		15 351		
	3	240	16 781	15 981	15 981	17 099
IV	1	255	17 794	16 947	16 947	18 132
	2	270	18 841	17 944		
	3	285	19 888	18 941	18 941	20 267
V	1	305		20 270	20 270	21 689
	2	335		22 261	22 261	23 820
	3	365		24 256	24 256	25 955
	3	395		26 202	26 202	28 036